

Le Domaine de Grignon dans l'impasse

Le Domaine de Paris-Grignon, berceau de l'agronomie française, se cherche toujours un avenir. Après l'échec des tentatives de vente au PSG puis à Altarea Cogedim, un projet public-privé vise à faire du site un centre international consacré à la transition agricole et agroalimentaire. Mais l'Etat tarde à trancher.

[Ajouter à mes articles](#)[Commenter](#)[Partager](#)

Bruno Le Maire

[Climat](#)

Depuis le départ définitif de l'école d'ingénieurs en 2022 aucune décision n'a été prise concernant l'avenir du site. (Isa Harsin/SIPA)

Par **Alain Piffaretti**

Publié le 22 mars 2024 à 16:10 Mis à jour le 22 mars 2024 à 16:36

Combien de temps, le domaine de Grignon, ancien siège de l'école de l'école d'ingénieurs AgroParisTech, un temps convoité par le PSG, restera-t-il encore vacant... Difficile de le dire

aujourd'hui, tant l'Etat semble manquer de ligne directrice sur la question et traîne à prendre une décision. Conséquence, les lieux sont inoccupés depuis le départ définitif de l'école d'ingénieurs en 2022. Et le domaine, composé d'un château Louis XIII, de nombreuses dépendances et de centaines d'hectares de terres agricoles et de bois, commence à se dégrader. Une partie d'un mur d'enceinte s'est notamment effondrée il y a peu.

De quoi susciter la colère d'un certain nombre d'anciens élèves, d'élus locaux et d'agriculteurs réunis au sein du collectif Grignon 2000. Né de la volonté d'anciens élèves de préserver l'intégrité du domaine, le collectif porte un projet de campus dédié à la transition agroécologique.

Mission interministérielle bloquée

Dans la foulée du rejet par l'Etat du dernier projet présenté (la vente du domaine au promoteur Altarea), le cabinet de Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et celui de Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture, ont constitué, fin septembre 2023, une mission conjointe. Cette dernière a été confiée à l'inspection générale des Finances et au conseil général de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux. Elle a débouché sur la présentation d'un montage juridique permettant à Agro Paris Tech de conserver le site, tandis que collectivités territoriales du secteur, partenaires privés et associations en assumeraient la gestion. « Les conclusions de la mission sont en phase avec notre objectif de faire un campus dédié à la transition agroécologique avec un partenariat public-privé pour commencer les travaux de rénovation », assure Mathieu Baron, directeur de Grignon 2000.

*Depuis plusieurs années le ministère
de l'agriculture ne semble pas*

favorable à notre projet. C'est d'autant plus paradoxal qu'il vise à trouver des solutions face à la crise agricole et à la nécessaire transition agroécologique

gEORGES d'ANDLAU Président de Grignon 2000

Mais d'après nos informations, si le compte rendu de la mission a été validé par le cabinet du ministre des Finances, celui du ministère de l'Agriculture l'aurait rejeté car il ne souhaite pas qu'AgroParisTech reste propriétaire du site. La situation agace fortement, outre les associations et élus locaux, certains défenseurs du patrimoine. « L'Etat continue à faire fausse route sur ce dossier. Grignon est un quasi-domaine national qui devrait être protégé en priorité », s'exclame Julien Lacaze, président de l'association Sites et Monuments, « Au lieu de cela, l'administration s'est livrée l'année dernière à une rocambolesque opération de vente de meubles historiques, bradés à vil prix. Il faut tout faire pour sauver Grignon, un des joyaux de notre patrimoine », ajoute-t-il.

Projet dédié à la transition agro-écologique

En attendant, le projet défendu par le collectif Grignon 2000 continue de rallier. Au fil des années, le regroupement est parvenu à fédérer de très nombreux partenaires publics et privés : l'union de coopératives agricoles In Vivo, l'institut Terres Inovia, Sodexo Life mais également des start-up ou encore la communauté de communes Coeur d'Yvelines. Et l'actuel propriétaire des lieux, l'école AgroParisTech s'est prononcée pour la réalisation sur le site d'un « tiers lieu dédié à la transition agroécologique ». Les lieux pourraient en particulier

accueillir des start-up et des labos de recherche dédiés à la transition agricole et agroalimentaire.

LIRE AUSSI :

Domaine de Grignon : la justice rejette le recours du promoteur Altarea Cogedim

HEC : le concours pour le grand projet de rénovation du campus est lancé

« Un tel site n'existe pas aujourd'hui et serait particulièrement pertinent pour trouver des solutions dans le contexte de crise agricole et de changement climatique » assure Georges d'Andlau coprésident de Grignon 2000. A côté des activités de recherche, le domaine pourrait accueillir dans le Château diverses conférences et débats internationaux. L'équilibre économique du projet serait assuré par l'organisation de séminaires et d'un service hôtelier sur le domaine. « Depuis plusieurs années le ministère de l'agriculture ne semble pas favorable à notre projet. C'est d'autant plus paradoxal qu'il vise à trouver des solutions face à la crise agricole et à la nécessaire transition agroécologique », dénonce Georges d'Andlau. De son côté, le ministère indique : « Il n'est pas envisagé de vente du site à date. Le ministère souhaite trouver une solution pérenne et satisfaisante pour l'ensemble des acteurs locaux ; les concertations se poursuivent. ».

Alain Piffaretti